

Mille milliards de prélèvements obligatoires : la France dépasse le cap symbolique



Les Échos ont souligné les chiffres du rapport sur la loi de finances pour 2019. En 2017, les prélèvements obligatoires en France ont dépassé la barre symbolique des 1.000 milliards €, soit plus de 45% du PIB. La France de Hollande et de Macron aura donc battu un très beau record.

Avec Éric
Verhaeghe

En quinze ans, le [volume des prélèvements obligatoires en France](#) a augmenté de 50%! Ils sont passés de 670 milliards en 2002 à plus de 1.000 milliards en 2017. Sous le seul septennat de François Hollande, ils ont augmenté d'environ 15%. La performance mérite d'être saluée, car ce n'est pas tous les jours que la France parvient à battre aussi facilement ses propres records.

Prélèvements obligatoires et qualité des services publics

Mais à quoi peut bien servir tout cet argent? Les Français peuvent-ils considérer que, durant ces quinze années, la qualité des services publics s'est améliorée de 50%?

On évitera de retourner les couteaux dans la plaie en constatant que partout cette débauche de moyens s'est accompagnée non pas d'une amélioration des services publics, mais de leur dégradation généralisée.

C'est le cas dans l'éducation, où les performances françaises analysées par le classement PISA montrent comment l'augmentation de la pression fiscale ne se conjugue pas avec l'égalité des chances. Bien au contraire, la performance moyenne française n'a cessé de se dégrader par rapport à celle de ses voisins, pourtant moins dépensiers. Preuve est une nouvelle fois faite que l'augmentation des moyens n'a pas d'impact sur la performance globale des services publics.

Mais on pourrait dire la même chose de la sécurité, qui se dégrade rapidement en France, de façon quasi évidente ces derniers mois, sans que personne ne semble s'émouvoir des [moyens colossaux qu'engloutit en pure perte](#) l'administration préfectorale. Et que dire de l'hôpital public? traversé par de multiples grèves où les affaires éclatent, mois après mois, sur les défauts de soins apportés aux malades.

La liste serait ici interminable.

La France est-elle vraiment frappée par une vague néo-libérale?

Dans les diatribes bien-pensantes moyennes, il est de bon ton de stigmatiser le néo-libéralisme imposé par la Commission Européenne qui mettrait la France à genoux et menacerait notre cohésion sociale. Ces affirmations, à la lecture des chiffres objectifs, relèvent évidemment du fantasme. Il n'y a pas plus de libéralisme économique en France que de beurre en branche. Plus le temps passe, et plus l'État en France se boursoufle, à rebours de ce que prône le libéralisme.

Au demeurant, si la cohésion sociale est mise à mal en France, c'est bien par un excès d'État et d'impôts que par un déficit de ceux-ci. Excès d'État qui se mêle de tout, de la naissance à la mort, et qui envisage même, sous la férule d'idéologues comme Marlène Schiappa, de dépenser des moyens pour expliquer aux Français comment faire dans le secret des alcôves pour mieux grimper à leurs rideaux. Alors que l'école publique est incapable d'apprendre à nos enfants à lire et à écrire correctement, on envisage sérieusement de la rendre obligatoire dès 3 ans! Et pendant ce temps, les bandes s'affrontent en toute impunité dans les banlieues, jusqu'à tuer des adolescents.

L'État est partout, l'État coûte de plus en plus cher, et il prouve chaque jour la vérité de l'adage: qui trop embrasse mal étreint! L'État dépense des moyens colossaux pour récupérer un milliard € auprès de pauvres hères qui roulent un peu trop vite sur des routes désertes dont personne ne se soucie. Dans le même temps, il est incapable d'enrayer la montée du banditisme partout sur le territoire. Ce faisant, la mécanique qui avait amené la révolution de 1789 est à nouveau à l'oeuvre: des charges fiscales accablantes qui étranglent les forces vives du pays, poussées à la désespérance et à la jacquerie à force de voir une caste aristocratique s'engraisser sans limite sur leur dos.

Macron, l'homme de la dépense publique

Emmanuel Macron eût été applaudi s'il avait inversé cette dangereuse courbe qui épuise le désir de vivre en France. Mais la comédie qui a permis son élection n'a pas duré et le vrai visage du président est apparu au grand jour: après une année de prélèvement record en 2017, nous savons déjà que 2018 sera [une année de dépenses publiques record](#)

Au demeurant, la semaine dernière a montré avec quelle aisance Emmanuel Macron se coulait dans le [projet socialisant](#) d'expansion permanente de la sphère publique et des prélèvements obligatoires. La réforme des retraites couvrira les Français jusqu'à 10.000€ mensuels de salaires, au lieu des 3.300€ actuels. La direction de la sécurité sociale s'autorise désormais à régler le tarif des mutuelles faute de pouvoir les absorber.

Tout ceci ne participe certainement pas d'un nouveau monde, ni d'une quelconque rupture avec le passé. Emmanuel Macron est l'homme de la continuité dans la pression fiscale.

Les prochains mois, et les prochaines années du quinquennat le confirmeront. On n'est pas bien sûr d'arriver à la start-up nation. Mais on est sûr de pouvoir dire encore, en 2002: en France, on plante des fonctionnaires et on récolte des impôts.